

Berne, le 8 mars 2006

COMMUNIQUE DE PRESSE

Financement des hôpitaux : le Conseil des Etats fait un petit pas en avant

Dans le cadre de la nouvelle réglementation du financement des hôpitaux dans la LAMal, le Conseil des Etats vient d'adopter quelques légères réformes. L'avantage, c'est qu'à l'avenir, on ne financera plus les cliniques et les hôpitaux en tant que tels, mais bien les prestations fournies par ces institutions. De plus, leurs frais d'investissement pourront être compensés. L'inconvénient, c'est que les prestations hospitalières et ambulatoires vont continuer d'être financées différemment, ce qui implique un surcroît de coûts. En outre, malgré l'introduction du financement des prestations, les listes hospitalières cantonales devront assurer la gestion d'une multitude de patients. Le conflit est programmé.

Le Conseil des Etats a adopté deux réformes judicieuses en ce qui concerne la nouvelle réglementation du financement des hôpitaux dans le cadre de la révision de la LAMal. Tout d'abord, on ne financera plus les cliniques et les hôpitaux en tant qu'institutions, mais bien leurs prestations. De plus, leurs frais d'investissement pourront être compensés. Grâce au système de forfaits par cas, on obtiendra une plus grande transparence au niveau du rapport qualité/prix des prestations médicales et des soins. L'introduction du financement des prestations va accroître la concurrence dans un marché réglementé. En outre, les hôpitaux et les cliniques auront la possibilité, à l'avenir, de refinancer leurs frais d'investissement à travers leurs prix, ce qui entraînera des prix plus adaptés au marché pour tout le monde. H+ salue également le mandat qui a été confié au Conseil fédéral, visant à analyser les compétences et les conséquences d'un service central de paiement ou de clearing pour toute la Suisse.

Mais il n'y a pas que des bonnes nouvelles. En effet, les prestations hospitalières et ambulatoires vont continuer d'être financées différemment. Ce mode de financement entraîne un surcroît de coûts, car il soumet les décisions médicales à l'influence de réflexions économiques.

Un pas en avant, deux pas en arrière

La décision d'assurer la gestion d'innombrables patients au moyen de listes hospitalières cantonales malgré l'introduction du financement des prestations est extrêmement paradoxale et entraînera des conflits et des pertes d'efficacité. Le système du financement des prestations donne la possibilité à ceux qui financent (privés, cantons, assureurs) de choisir leurs prestataires sur la base de critères de qualité contrôlables. Malgré cela, on donne encore plus d'importance aux listes hospitalières en tant qu'outils de planification. Cette structure ne favorise en rien des soins avantageux, interrégionaux et adaptés aux besoins.

Enfin, tel qu'il est formulé, le texte de loi ne permet pas la moindre appréciation fiable des conséquences financières auxquelles doivent s'attendre les cantons et les assureurs. Tous deux le rejeteront certainement.

H+ Les Hôpitaux de Suisse est l'association nationale des hôpitaux privés et publics de Suisse, des cliniques et des institutions de soins de longue durée. Elle est composée de membres actifs, soit environ 390 hôpitaux, cliniques et établissements médico-sociaux, ainsi que de membres partenaires, soit environ 219 associations, organisations, institutions, entreprises et particuliers. H+ représente les institutions de santé avec environ 200 000 places de travail.

Pour de plus amples informations :

H+ Les Hôpitaux de Suisse

Bernhard Wegmüller, directeur

Tél. prof : 031 335 11 00 ; portable : 079 635 87 22

E-mail : bernhard.wegmueller@hplus.ch